

Un mémoire pour la profession !

par Yves Chevallard

Université de Provence (IUFM)

Commençons par le plus détestable : le processus d'intégration des IUFM dans les universités serait-il, dans l'esprit de quelques-uns de ses promoteurs, contemporain d'un abaissement des métiers auxquels, dans le même temps, on déclare hautement vouloir former à meilleure enseigne les générations à venir de professionnels de l'enseignement scolaire ? Une chose est sûre : la disparition d'un mémoire marquant la fin de la formation initiale des professeurs serait, à n'en pas douter, tout à la fois un indice clair, un instrument infaillible et un symbole violent d'une volonté rétrograde d'éconduire l'ambition présente au cœur des IUFM depuis leur création : donner un autre destin à la profession de professeur, cardinale parce qu'institutrice de la Nation, en l'arrachant à son état spontané d'abandon et à son statut de petit métier exercé par les plus éclairés des serviteurs de l'État. Ce qui suit procède donc d'une problématique qui ne saurait pactiser avec un si funeste projet, que, dès aujourd'hui, nous devons combattre pied à pied, avec tout ce que nous trouverons en nous de fortitude.

Mais pourquoi un mémoire de fin de formation initiale – un mémoire *professionnel*, comme on a coutume de l'appeler ? Telle est l'interrogation essentielle, dont tout ou presque découle. Une école supérieure de formation professionnelle ne saurait se contenter de former à une profession : dans le même temps, elle a pour impératif absolu de concourir à *former la profession*, à la développer, à l'inventer, à en poursuivre le processus historique de création. Cela, bien entendu, est aussi, profondément, affaire de recherches fondamentales et appliquées ; *mais pas seulement*. Cette dialectique – former à une profession que l'on contribue du même mouvement à élever à la hauteur des combats qu'elle doit affronter – doit s'inscrire au cœur du parcours de formation des entrants dans la profession, lesquels n'ont dès lors pas tant à reproduire en eux la profession telle qu'elle est qu'à en façonner ardemment le devenir, même si ce devenir se débat âprement. Une formation de haut niveau pour une profession de haut niveau est ainsi, forcément, une formation *ouverte*. Que fait là le mémoire, alors ? Il est le lieu focal où se nouent le présent et l'avenir d'une profession indéfiniment recommencée. Dans cette aventure vitale, la profession, et ce que le professionnel en formation peut faire pour elle, passent avant toute comptabilité épicière touchant aux effets individuels de formation, lesquels seront, en abondance, en profondeur, donnés par surcroît. Le mémoire professionnel est ainsi d'abord un mémoire *pour la profession* – pour la profession en gestation à travers ses jeunes professionnels, s'entend.

L'apport premier du travail que concrétisent la rédaction puis la soutenance d'un mémoire devant un jury aux avant-postes de l'évolution de la profession ne tient pas *d'abord* dans les « résultats » dont les auteurs du mémoire pourraient se prévaloir – autre logique boutiquière à ce stade presque toujours inopportune quand elle est dominante. La vertu essentielle du travail demandé est de mettre en évidence un *problème*, en le constituant comme un problème *de la profession*, au regard d'une profession qui, dans l'état historique de sous-développement qui l'afflige aujourd'hui encore, tend à « personnaliser », en les versant à leur passif individuel, les difficultés éprouvées par ses membres, lesquels ne font pourtant que rencontrer dans leur pratique personnelle du métier les difficultés *objectives* de son exercice. Le dénuement d'une profession, et l'abandon dans lequel elle doit laisser les siens, se mesure au nombre de problèmes quotidiennement rencontrés qui ne trouvent aucun écho dans la recherche, la culture, la profession elle-même, vouée à rester sourde aux difficultés de ses membres et, pour cela, en panne de développement. À cet égard, même quand elles font du « terrain » leur

credo, nombre d'attentions *académiques* aux difficultés du métier semblent encore procéder du point de vue de Sirius : constamment, les terriens, qui s'agitent ici-bas dans la glaise, doivent donc rappeler ce qui entrave leur action, la rend douloureuse ou peu efficace, et même trop souvent contre-productive.

Le mémoire doit ainsi arraisonner une question *qui se pose*, c'est-à-dire qui se pose *aux gens de métier*, et qui s'est imposée, éventuellement en première personne, à certains de ces débutants dans le métier qui la proposent comme objet d'étude. Le travail subséquent doit viser à transformer cette question en un problème de la profession, en identifiant notamment les esquisses de réponse que les « archives du métier », généralement si mal tenues par la profession, recèlent quelquefois ; en tentant toujours (car le mémoire ne saurait être une plate compilation de « résultats » non analysés et non éprouvés) d'ébaucher d'autres réponses, en s'aidant pour cela d'une science professionnelle fraîchement acquise, et qu'il s'agit en retour d'interpeller ; réponses dont, avec les mêmes instruments encore si peu intégrés à l'ordinaire de la profession, on s'efforcera enfin d'évaluer les mérites et les limitations prévisibles. Plus de quinze ans de pratique de la formation en IUFM me montrent que, du moins dans le champ disciplinaire qui est le mien, la plupart des questions qui font le quotidien du métier de professeur ne sont pas même recensées dans la littérature commerciale ou à prétention scientifique vers laquelle le professionnel peut être tenté de se tourner : une littérature professionnelle digne de ce nom et des recensions systématiques au service des gens de métier font encore gravement défaut, et cette situation hypothèque lourdement le projet de « former des professionnels », qui doit donc consubstantiellement s'efforcer d'y remédier.

Sans aller plus avant dans les arrangements institutionnels en lesquels les principes précédents peuvent trouver à s'incarner, j'ajoute que la profession que nous devons construire dans la durée serait en bien mauvaise posture devant certaines évolutions de grande ampleur qui affectent les systèmes scolaires d'aujourd'hui si ce corps à corps réglé avec un problème auquel le mémoire oblige venait à disparaître. Le paradigme scolaire tend en effet aujourd'hui, non sans approximations, il est vrai, à se caler sur un régime épistémologique fondateur (et, je le crois, régénérateur de l'ordre scolaire) plus proche de celui qui prévaut dans l'activité du chercheur, figure essentielle de la modernité démocratique, ou dans celle du « citoyen actif », militant de grandes causes ou de la quotidienneté familière : une question vient à se poser, qu'au demeurant on n'a pas choisie ; on l'étudie, et longuement ; pour cela, on mobilise des ressources matérielles et immatérielles ; on s'informe des réponses existantes pour en extraire ce qui mérite de l'être ; on acquiert des connaissances nouvelles, souvent inattendues, non pour faire le bel esprit, mais pour comprendre et pour agir en vue de produire une réponse satisfaisant des contraintes imposées que les réponses existantes pouvaient peut-être ignorer ; on fait connaître tout cela, qui diffuse, est mis en débat, et accroît les ressources du milieu humain que l'on a ainsi irrigué. Il devrait être clair que des réalisations institutionnelles de ce schéma paradigmatique existent d'ores et déjà dans l'ordre scolaire lui-même : TIPE en classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques, TPE au lycée, IDD au collège. Ces dispositifs de formation ne sont pas là, tel est du moins mon point de vue, comme proposant une expérience isolée qu'on se hâtera d'oublier bientôt ; ce sont au contraire des lieux d'apprentissage d'un *geste essentiel* dans la vie personnelle et collective du citoyen, du scientifique et de tous les gens de métier. C'est ce geste au cœur de l'invention collective de la société qu'on ne saurait impunément retrancher de la formation aux métiers de l'enseignement.